



Syndicat National des Personnels  
de l'Éducation et du Social  
Protection Judiciaire de la Jeunesse  
**SECTION SEINE St DENIS:**

[Snpepjjfsu93@gmail.com](mailto:Snpepjjfsu93@gmail.com)

*Pantin, le 20 mai 2019*

## **Compte Rendu audience avec la Direction Territoriale du 93** **APPEL A L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE LE 27 MAI 2019**

### **« DEMAIN C'EST (TROP) LOIN »**

Depuis les élections syndicales de décembre 2018, la Direction Territoriale a ré organisé le dialogue social du département en tenant compte des changements dans la redistribution des votes. Une audience avec toutes les organisations syndicales a eu lieu en avril afin de programmer le calendrier des Comités Techniques à venir. Par la suite, chaque section a été reçue par l'équipe de la Direction Territoriale de la Seine Saint Denis en audience uni latérale, celle pour le SNPES PJJ FSU 93 a eu lieu ce mardi 14 mai.

Échaudés par les nouvelles récentes de l'UEMO de Saint Denis, sans électricité depuis maintenant 3 semaines (à ce jour, pour encore au moins deux semaines), ulcérés par la situation de l'UEMO de Saint Ouen, au point mort depuis sa création et toujours domicilié à l'UEHCDM d'Aubervilliers. Ces 3 structures comme les 3/4 des unités du territoire sont, malgré elles, emblématiques, à l'image du département : les collègues qui y travaillent doivent faire face à un cumul de problématiques venant entraver la mise en œuvre de leur travail. L'administration, elle même dépassée par les « dossiers » (rien qu'au niveau de l'immobilier !) à prendre en charge assure tout faire pour le mieux, le temps étant nécessaire pour effectuer un travail de fond.

Le parallèle avec la prise en charge des jeunes en difficultés est là, sauf que eux n'auront jamais ce temps là, aucune UEMO de Seine Saint Denis n'a le temps d'attendre que notre administration nous donne les moyens de travailler ! Les jeunes que nous accueillons n'ont droit qu'à quelques années de prise en charge tout au plus, avant d'avoir 18ans et de se voir pour beaucoup lâchés par les institutions! Les administrations peuvent jouer la montre, pendant que les administrés se débrouillent seuls !

La DT nous annonce une seule « bonne nouvelle », la création d'un service de MJIE sur le département, la PJJ ayant obtenu le budget pour financer le SAH.

Notre section rappelle alors que les services de la PJJ seront certes allégés mais connaîtront des retours de MJIE car pour la plupart des ces mesures d'évaluation, les jeunes et les familles nécessitent un travail éducatif sur un temps plus long, ce que pourront garantir les UEMO.

Aussi, l'autre « bonne nouvelle », est la création des 10 postes SIPEC (1 par UEMO), ces postes correspondaient au D2A supprimés l'année dernière.

Dans le même mouvement, il y a plus de 10ans, le SNPES PJJ FSU 93 dénonçait la fin du « Wagon » et voilà que le projet renaît par le biais de l'achat d'un food truck à l'UEAJ de Villemomble. Ainsi il a fallu plus de 10 ans pour que l'administration comprenne puis ré obtienne les moyens à la hauteur des besoins.

Et comme à chaque fin de printemps, les professionnel.le.s qui resteront sur le département (contraints ou pas) verront partir beaucoup de leurs collègues, pour ne voir personne arriver sur leurs postes à la Commission de mobilité.

Et la PJJ de Seine Saint Denis a encore beaucoup à perdre avec la suppression du corps des professeurs techniques dans les UEAJ ! Pourtant les besoins sont là, évidemment, l'insertion devrait être au cœur de la PJJ et pourtant ! L'offre est ailleurs. Nous ne cessons encore de le rappeler, la jeunesse en difficulté que nous accueillons a besoin de temps pour s'inscrire socialement. Parmi ces quelques jeunes que nous parvenons à emmener vers un projet, il faut pouvoir garantir que ce projet puisse « tenir la route ». Si l'administration PJJ et autres, beaucoup plus larges, continuent de dépouiller tous ces financements de centres de formations et d'insertion, qu'est ce que nous aurons proposer à ces jeunes lorsqu'ils seront prêts ? Si la PJJ n'est pas capable de garantir une fin de parcours, alors nos missions n'ont plus de sens !

Aussi, la Direction Territoriale entend bien favoriser la semi autonomie mais depuis plusieurs années, l'administration nous dit être bloquée pour trouver des places en Foyer de Jeunes Travailleurs. Et toujours pas de nouvel appartement pour le seul UEHD du département qui ne dispose que d'une petite capacité d'accueil.

Enfin, toujours pas d'Assistants de Service Sociales sur les UEMO ou très peu, ce qui ne correspond pas aux besoins, en convient la DT ; notre administration publie des annonces, se rend dans des écoles de travailleurs sociaux, tente de promouvoir notre département, visiblement, en vain, le service public n'intéresse plus, à tous les niveaux !

**En cette période électorales, le bureau du SNPES PJJ FSU 93 continue d'alerter sur la montée de l'extrême droite dans les scrutins. Ce vote, qui demande notamment des réponses sécuritaires n'est pas et ne sera jamais une solution pour notre organisation syndicale. Les jeunes dont nous avons la charge sont les premiers témoins de l'échec de la politique sécuritaire, les chiffres de la délinquance reste stable tandis que le nombre de mineurs en prison augmente, cherchez l'erreur! L'état doit garantir la possibilité d'opérer des changements durables, tourné vers le social pour la jeunesse la plus en difficultés que nous rencontrons, qui cumule toutes les problématiques économiques, sociales, familiales, territoriales etc etc. Cet investissement est porteur sur le long terme et inversement, ce désinvestissement aujourd'hui est destructeur pour demain.**

Depuis des années, le SNPES PJJ FSU 93 défend les missions éducatives de la PJJ, dans le cadre du dialogue social mais surtout sur le terrain, avec les professionnel.le.s, éducateurs, psychologues, secrétaires administratifs, ASS, PT, RUE et DS, titulaires, stagiaires et contractuel.le.s ; toutes les luttes se sont gagnées sur le terrain, avec le plus grand nombres de camarades. La construction d'une mobilisation collective peut changer les politiques actuelles que nous subissons, c'est pourquoi nous vous attendons nombreuses et nombreux, venant de toutes les structures du département, hébergement, insertion, SEAT, détention et milieux ouverts ce :

**LUNDI 27 MAI 2019  
à l'UEMO de MONTREUIL à 16h,  
58 boulevard Paul Vaillant Couturier (Métro Mairie de Montreuil).**

*Les membres du bureau SNPES PJJ FSU 93*